

Actes des échanges entre travailleurs sociaux et travailleuses sociales de rue face à l'impact de la crise Covid-19 sur les populations en situation de rue

PRATIQUES DE TERRAIN EN BELGIQUE ET EN ROUMANIE
- 2020 - 2021 -



Avec le soutien de :

TABLE DES MATIÈRES

2020, UNE ANNÉE PARTICULIÈRE POUR LE TRAVAIL SOCIAL DE RUE.....	4
PROJET D'ÉCHANGES POUR RENFORCER LES PRATIQUES DE TERRAIN	5
PARTENAIRES DU PROJET	5
Dynamo International – Street Workers Network (DISWN).....	5
Fondation PARADA - Un nez rouge contre l'indifférence	5
Partenaires associés en Belgique	5
Partenaires associés en Roumanie	5
LE DÉROULEMENT DU PROJET	6
IMPACT DE LA CRISE COVID-19 EN BELGIQUE ET EN ROUMANIE	6
CONTEXTE EN BELGIQUE ET EN ROUMANIE	6
En Belgique.....	6
En termes d'impact émotionnel.....	7
En termes d'adaptation institutionnelle	7
En termes de pratiques de terrain	7
En termes d'adéquation des mesures	8
En Roumanie	8
La population en situation de rue : victime désignée de la pandémie.....	9
Le et la TSR dans la tourmente de la pandémie	11
PRATIQUES DE TERRAIN	11
En Belgique.....	11
Dynamo AMO.....	11
AMO La Boussole	12
AMO TCC Accueil.....	12
AMO Dinamo	13
En Roumanie.....	13
Sprijnirea integrarii sociale/Aide à l'intégration sociale (ASIS).....	13
La fondation Parada.....	14
ARAS (Association roumaine de lutte contre le SIDA).....	14
Carousel/Carrousel.....	14
Salvati Copiii - Save the children (SC).....	15
Samu Social Roumanie	15
Bonnes pratiques en Belgique et en Roumanie	16
CONSTATS DES TSR BELGES ET ROUMAINS	17
RECOMMANDATIONS DES TSR BELGES ET ROUMAINS	18
CONCLUSIONS	20
VIDÉOS ET ARTICLES DE PRESSE	21
WEBINAIRES	21
ARTICLES	21

2020, UNE ANNÉE PARTICULIÈRE POUR LE TRAVAIL SOCIAL DE RUE...

Dynamo International – Street Workers Network et La Fondation Parada peuvent se targuer d'une longue histoire de collaboration commune, au travers de missions régulières d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre travailleurs sociaux et travailleuses sociales de rue (TSR), tant à Bruxelles qu'à Bucarest, et ce depuis une bonne dizaine d'années.

Utilisé dans ces deux pays, proches et éloignés à la fois, mais qui partagent leur amour pour le français, le **travail social de rue (TSDR)** représente l'outil privilégié et indispensable employé par des intervenants sociaux et intervenantes sociales qui se trouvent aux prises avec des réalités multiples et auxquelles ils et elles se voient confronté·e·s dans leurs actions quotidiennes. Enfants et jeunes en situation de rue, sans-abris, sans-papiers, usagers et usagères de drogues, travailleurs et travailleuses du sexe, jeunes Mineurs Etrangers Non Accompagnés, jeunes en errance, voici seulement une partie des publics pour lesquels le et la TSR représente souvent le premier, parfois le dernier recours.

2020, année de la pandémie provoquée par le nouveau coronavirus, l'année de l'**isolement** et de la distanciation physique, sinon sociale, l'année de toutes les **angoisses** collectives et de la **fragilisation** rampante des plus fragiles, a mis à rude épreuve les travailleurs sociaux et travailleuses sociales, les acteurs et actrices de terrain, les professionnels pour lesquels le contact, la proximité avec le public bénéficiaire demeure indispensable, et constitue le fondement de son travail. Les liens et les échanges noués au fil des ans entre les TSR de différents pays, voire au sein d'une même organisation, en ont souffert. Les **TSR** se sont retrouvé·e·s seul·e·s et souvent **démuni·e·s**, face à une **population encore plus démunie**, parfois gagnée par le sentiment d'être abandonnée.

Quels moyens les TSR ont-ils-elles trouvé pour garder confiance et espoir, quels outils ont-ils-elles utilisés en cette période pour venir en aide à leurs publics ? Comment faire pour agencer ces expériences et pratiques et construire de nouveaux outils, rebâtir la confiance, envisager l'avenir ?

Garder le contact, partager leurs ressources, expériences et pratiques de terrain, imaginer le possible dans ce quotidien devenu tellement pénible et étriqué. La crise du Covid-19 confronte les TSR à de nombreux nouveaux défis qui les invitent à se réinventer et à innover.

PROJET D'ÉCHANGES POUR RENFORCER LES PRATIQUES DE TERRAIN

Le projet visera à consolider la synergie entre TSR belges et roumains pour améliorer leurs pratiques professionnelles au bénéfice des populations en situation de rue et à sensibiliser sur la reconnaissance du travail social de rue comme métier essentiel face à l'impact de la crise Covid-19 sur les populations en situation de rue.

Ce projet a été financé avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International dans le cadre du programme Relations Internationales de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale projet de coopération bilatérale avec la Roumanie.

PARTENAIRES DU PROJET

Dynamo International est une ONG et un service d'aide à la jeunesse qui lutte, en Belgique et partout dans le monde, pour la défense des droits fondamentaux des personnes en situation d'exclusion sociale.

Dynamo International – Street Workers Network (DISWN)

Le réseau est actuellement composé de plus de 50 plateformes nationales de travailleur·euses sociaux·ales de rue membres provenant de quatre continents Afrique, Asie, Europe, Amériques. Ces plateformes se réunissent régulièrement afin d'élaborer des stratégies et de mener des activités permettant aux travailleur·euses sociaux·ales de rue de confronter leurs réalités et mettre en valeur et professionnaliser le travail de terrain.

Fondation PARADA – Un nez rouge contre l'indifférence

La fondation Parada a pour mission de mener des actions pour la ré-intégration des enfants et jeunes en situation de rue, ainsi que des familles sans domicile fixe de Bucarest par le biais d'activités liées au cirque et par un accompagnement social aux familles vulnérables.

Partenaires associés en Belgique

Dans le cadre de ce projet, nous avons sollicité les TSR qui ont participé à des missions en Roumanie et qui sont membres de **Le Collectif – TSR belges francophones** – membre de DISWN :

- **Dynamo AMO** – Bruxelles : Djibril N'Dir, César Richelle et Justine Tuerlinckx
- **AMO TCC Accueil** – Bruxelles : Olivier Bernard
- **AMO Dinamo** – Dinant : Jessica Bonhivers
- **AMO La Boussole** – Ans : Florine Baar
- **AMO AMOS** – Bruxelles : Véronique Georis, directrice, a participé en tant qu'invitée au webinaire.

Partenaires associés en Roumanie

- **Fundatia PARADA** : Adrian Dobrescu, Andreea Dina, Adina Stefan, Marian Milea
- **Sprijinirea integrarii sociale/Aide à l'intégration sociale (ASIS)** : Luciana Lazarescu & Valerian Ion
- **Generatie Tinara** (Timisoara) : Andreiana Luca
- **SamuSocial Roumanie** : Elena Adam
- **Armée du Salut** : Andrada Gabriela, Adriana Simac, Lucan Eugen
- **Salvati Copiii/Save the children** : Leonard Andreescu, Gabriel Ungureanu
- **ActiveWatch** : Irina Zamfirescu

LE DÉROULEMENT DU PROJET

Dans une première phase, nous avons convenu de réaliser une enquête pour récolter les vécus, les expériences et pratiques des TSR belges et roumain-e-s face à l'impact de la crise. Les TSR belges ont fourni des réponses écrites, la plateforme des TSR roumain-e-s a choisi les interviews ouvertes, s'étant réunie parfois physiquement, parfois par écrans interposés, durant le mois de décembre 2020. Les synthèses des échanges furent réalisées en janvier 2021 afin de préparer le webinaire.

Le webinaire du 5 février 2021 fut un moment privilégié et l'occasion pour les TSR des deux plateformes de comprendre la réalité de l'autre et son quotidien et d'échanger sur leurs pratiques et leurs innovations. Déroulé en français (une bonne partie des TSR roumain-e-s étant francophones), avec traduction simultanée à chaque fois que cela s'avérait nécessaire. La synthèse du webinaire fut réalisée en février. L'enregistrement du webinaire a été mis en ligne et diffusé via les réseaux sociaux.

La synthèse et l'analyse fut concertée entre les partenaires du projet pour l'élaboration finale de ce dossier.

IMPACT DE LA CRISE COVID-19 EN BELGIQUE ET EN ROUMANIE

CONTEXTE EN BELGIQUE ET EN ROUMANIE

En Belgique



Dinant, 2 TSR de Dinamo AMO en activité avec des jeunes

La Belgique est un état fédéral qui a différents niveaux de pouvoir : le gouvernement fédéral, les gouvernements de la Région wallonne et flamande, les gouvernements des Communautés française, flamande et germanophone, et le niveau de pouvoir communal du chef des bourgmestres. Les mesures de lutte contre la Covid-19 sont prises au niveau du fédéral au sein du CNS – Conseil national de sécurité et sous l'égide du Ministère de l'Intérieur. Ensuite les entités fédérées les mettent en œuvre, les adaptant parfois à leurs réalités via d'autres arrêtés, décrets, ordonnances.

Les TSR belges qui participent à ce projet, travaillent principalement dans des services agréés par le Ministère de l'Aide à la Jeunesse, dénommés AMO – Action en Milieu Ouvert. Un décret encadre leur mission de prévention et leurs actions, ils et elles travaillent à la demande du jeune et sont non-mandaté-e-s. Ce qui leur laisse une liberté de choix adaptée aux réalités des milieux où ils et elles interviennent.

La gestion de la crise sanitaire a eu un impact non négligeable sur la jeunesse. Un climat de peur créant beaucoup d'anxiété dans la population a été entretenu et continuellement relayé par les médias.

En termes d'impact émotionnel

L'impact est autant personnel que professionnel. Le mental agissant sur le reste, la motivation au travail baisse. Il y a une fatigue morale et un sentiment d'abandon des autorités dus aux changements constants des règles imposant une flexibilité sans limites des TSR. Les relations humaines, l'essence même du travail social de rue, sont brutalement interrompues.

La difficulté de maintenir un lien avec le public accentue le sentiment d'impuissance et de frustration par rapport aux situations dramatiques dans lesquelles se trouvent certaines familles vulnérables à cause de la crise.

La pandémie a effrayé les adultes et la frange la plus âgée du public mais également accentué les difficultés préexistantes de nombreuses familles. Plus récemment, la peur a laissé place à la lassitude, l'ennui et la solitude. Certain·e·s se sont laissé·e·s submerger par des théories complotistes attisant leur colère et leur frustration. **Les jeunes subissent le plus cette crise.** L'impact est autant mental que physique chez nombre d'entre eux. L'immobilisme et le manque de perspective à venir ont un effet très néfaste sur la jeunesse.

En termes d'adaptation institutionnelle

Les associations et les TSR ont dû faire des adaptations pour faire face à cette crise. Les adaptations de la première vague ont été plus brutales que celles de la deuxième vague.

Pour respecter les règles sanitaires, la disponibilité du service TSR s'est considérablement réduite malgré des demandes d'aides individuelles fréquentes. Par conséquent, **le contact avec le public s'est également réduit.**

Le télétravail s'est imposé. Beaucoup de travailleurs sociaux et travailleuses sociales en ont profité pour se mettre à jour, se former dans les matières qui leur sont propres.

En termes de pratiques de terrain

Lorsque les mesures sont assouplies, le travail peut légèrement reprendre et se stabiliser même si **les pratiques de terrain ont été tout à fait bouleversées.**

Les règles sanitaires imposées à tou·te·s ont grandement limité le champ d'action des TSR tout en les poussant à se réinventer autant que faire se peut, modifiant souvent leurs pratiques de terrain.

Le contact avec le public est à reconstruire. Actuellement les contacts se font essentiellement via les réseaux sociaux.

Les activités sont organisées exclusivement à l'extérieur et en plus petits groupes ou entièrement de façon numérique.

Les tournées de quartier se limitent strictement à l'extérieur.

Un soutien diversifié à distance s'est organisé pour les jeunes tant au niveau scolaire (remédiation) qu'au niveau social (divertissement).

De la crise est née une réflexion en matière d'information auprès du public. Une responsabilité s'est fait sentir pour assurer une meilleure information pour la jeunesse, plus adaptée dans les canaux de communication et pour les « oublié·e·s » des mesures.

Les TSR s'accordent pour dire qu'il faut préserver autant que possible un minimum de contact social non-numérique.

Réaliser les tournées de quartier à vélo pour non seulement garder la distance, rester en mouvement et surtout se montrer disponible pour le public d'une part et sans masque d'autre part.

En termes d'adéquation des mesures

Les mesures prises par les autorités sont inadéquates à l'action des TSR et inadaptées à leur public.

La communication par rapport aux différentes mesures et au renouvellement régulier de ces mesures est très mauvaise et ne tient pas compte des canaux d'information des jeunes.

Les mesures Covid ont poussé de nombreux services de première ligne (aide alimentaire, hébergement) à fermer leurs portes aggravant de cette façon la situation des plus vulnérables.

Les mesures prises sont uniquement fondées sur une vision traditionnelle de la société. Un modèle simpliste où un foyer se compose d'une mère, d'un père et deux, trois enfants, dans un appartement décent.

Les solutions proposées pour limiter l'anéantissement moral/mental/social ou le décrochage scolaire sont insuffisantes.

Phénomène pas neuf à souligner, renforcé par la crise, **les contrôles de police** pour le respect des mesures Covid **sont abusifs et discriminatoires** envers certaines populations.

La principale recommandation des TSR est de laisser revivre tous les jeunes, leur permettre d'aller à l'école, de faire du sport, d'aller au cinéma, bref d'avoir une vie sociale.

Une autre recommandation est de laisser aux TSR une liberté étendue pour rétablir un contact avec les jeunes les plus âgés.

En Roumanie



Bucarest, une famille reçoit son colis alimentaire à la Fondation Parada

La Roumanie compte 20 millions d'habitants. En 2018, 16,8% de la population roumaine se trouvait **en état de pauvreté extrême**. L'espérance de vie était en 2017 de 75,3 ans, par rapport à une moyenne européenne de 80,9 ans. Le taux de mortalité enregistré par suite des maladies transmissibles (SIDA, Hépatites, TBC) était en 2016 près de trois fois supérieur à la moyenne européenne de l'indice (6,6 par rapport à 2,6)¹.

En 2018, la Roumanie a investi **seulement 5.6% de son PIB dans la santé** alors que la moyenne européenne se situait dans les 10% du

1 - Tableau E1 : ec.europa.eu/info/sites/info/files/2020-european-semester-country-report-romania_ro.pdf

PIB². Par ailleurs, la couverture médicale n'est garantie que pour ceux et celle qui payent l'assurance-maladie, les personnes sans emploi, dont forcément les plus fragiles, n'étant pas couvertes, sont dès lors dépourvues d'accès aux soins.

C'est dire que la Roumanie était particulièrement mal préparée pour pouvoir affronter correctement la pandémie et ses conséquences.

Le gouvernement a instauré l'état d'urgence le 16 mars 2020, en vigueur jusqu'au 14 mai, instaurant dans l'intervalle le confinement généralisé de la population, la limitation des déplacements, la fermeture des frontières et des restrictions drastiques. Pendant cette période, **le pays a été gouverné à coup d'ordonnances militaires**. Dès le 16 mai, l'état d'urgence a été remplacé par l'état d'urgence sanitaire, toujours en vigueur.

Les associations ne bénéficient habituellement pas de subventions publiques, leur financement étant pour la plupart assuré par des sources privées, via notamment la politique de responsabilité sociale des entreprises (la RSE). Dans le contexte économique consécutif à la crise, l'aide privée destinée aux associations a chuté de façon conséquente. Les mesures prises par le gouvernement pour atténuer les effets de la crise ne concernaient pas les associations. La situation devenue intenable, beaucoup d'associations de terrain, déjà précarisées, s'avèrent dès lors incapables d'assurer le déroulement normal de leurs services, programmes et autres activités, en ce y compris l'intervention sociale de rue.

De fait, au moment où le public précarisé avait le plus besoin de l'aide fournie par les associations, ces dernières n'ont pas été en mesure de pouvoir y répondre de façon adéquate.

La population en situation de rue : victime désignée de la pandémie

Le public au profit duquel l'intervention sociale de rue se déploie à Bucarest est souvent composé des populations en situation de rue :

- des SDF, parfois ancien·ne·s enfants de rue des années 90-2010, devenu·e·s adultes ;
- des jeunes, parfois encore ados ;
- des consommateurs·trice·s ;
- des familles, issues parfois du phénomène de migration interne, soit des familles originaires des campagnes, situées dans les régions pauvres de la Roumanie et qui, mues par la pauvreté, se déplacent vers les grandes villes, sinon vers l'Europe occidentale, à la recherche d'un meilleur avenir pour leurs enfants.

Ces publics ont été touchés de plein fouet par les mesures de confinement d'abord, par la disparition de certains débouchés qui relèvent de l'économie informelle ensuite, et qui assuraient la survie quotidienne (qu'il s'agisse de la mendicité ou du travail précaire, occasionnel) de cette population précaire.

Pendant le confinement de la première vague, ceux et celles qui vivaient quasiment à la rue (dans les cartons), soit ont rejoint les centres publics de quarantaine (où l'accueil est précaire et la situation pénible), soit ont « disparu dans la nature » (pour ne pas se faire « attraper » par la police, censée les « encourager » à se confiner), ce qui a rendu de fait leur situation encore plus précaire.

Cependant, la plus grande partie de la population en situation de rue vit à Bucarest dans des squats (maisons abandonnées) ou des baraques (érigées par leurs propres moyens sur des terrains vagues, à l'abri des regards) est resté·e sur place, mais a le plus souvent perdu leur gagne-pain. Leur accès à l'eau et, dès lors, à un minimum d'hygiène, est aussi fortement compromis. A la densité d'habitants dans certains squats,

2 - touteleurope.eu/actualite/les-depenses-de-sante-dans-les-pays-de-l-union-europeenne.html

à leur état de santé souvent précaire et à l'absence d'hygiène, s'ajoute l'absence d'accès aux unités de soin, vu l'absence d'assurance-maladie.

Le déconfinement consécutif à la décrue de la première vague n'a malheureusement pas apporté l'amélioration espérée pour la population en situation de rue, loin de là.

En effet, la pratique de la mendicité, par exemple, ne pouvait plus assurer la survie quotidienne de la frange des SDF qui la pratiquait habituellement. Les églises, haut lieu de la mendicité en Roumanie, sont demeurées fermées, tout comme les portes des cimetières, toujours fermés aux visiteurs. Les places animées d'autrefois se sont mues en terrains déserts. Les friteries avec pignon sur rue, autre lieu de prédilection pour la mendicité, ont fermé.

Le travail au noir a lui aussi été durement frappé. Les petits jobs, disponibles sur les marchés, chez les fleuristes avec pignon sur rue, ou dans les Car Wash, ont disparu. Les journaliers, employés autrefois au jour le jour dans le bâtiment, se sont fait rares. Tous ces débouchés qui permettaient la survie quotidienne de pas mal de monde se sont envolés. **Ces emplois, pour précaires et pénibles qu'ils étaient, permettaient néanmoins la survie quotidienne de bon nombre de familles en situation de rue.** Ces dernières se sont par conséquent retrouvées, du jour au lendemain, entièrement dépendantes de l'aide externe.

Enfin, **ces gens n'ont pas pu bénéficier des mécanismes de sécurité sociale**, déjà insuffisants, mis en place par le gouvernement, tel le chômage technique, vu le caractère non officiel de leurs activités lucratives antérieures.

Les enfants et les jeunes ont été touché-e-s de plein fouet par les mesures prises, et censées endiguer la pandémie. Les cours scolaires ont tout d'abord été suspendus, avant que les cours dispensés à distance ne soient mis sur pied. Néanmoins, pour ce qui est des enfants issus des familles en situation de rue, **on ne peut que constater la situation de décrochage, sinon d'abandon scolaire**, qui est devenue la leur en l'intervalle. En effet, les familles avec enfants qui vivent dans des squats à Bucarest ne bénéficient le plus souvent d'aucun accès à l'eau courante, et ont rarement accès à l'électricité et à un chauffage en suffisance. Les espaces de vie demeurent insalubres, mal aérés, le mobilier insuffisant et en mauvais état.

L'un ou l'autre parents peut se retrouver en taule, pour quelques mois ou pour quelques années, et l'enfant se retrouver en situation d'abandon familial.

Les parents, victimes de diverses formes de dépendance (alcool, drogues), préoccupés par la survie quotidienne, parfois illettrés, n'arrivent pas toujours à suivre, même de loin, la scolarité de leurs enfants. Qui plus est, ces enfants sont souvent livrés à eux-mêmes, chahutés d'un squat à un autre, d'un lieu de vie à un autre, subissant parfois un passage, plus ou moins long, dans des centres publics d'accueil d'urgence pour enfants errants, avant d'être repris à nouveau par leur famille.

Dans ce contexte de **précarité chronique**, les cours de l'école et les activités de temps libre (art social, aide aux devoirs, etc.). Délivrées en temps normal par les associations constituaient une oasis, un point de stabilité et un repère pour ces enfants. Mais avec la fermeture des cours physiques (généralisé jusqu'à maintenant, et ce depuis le 8 mars 2020, à l'exception de seulement quelques semaines de présence alternée à la rentrée) et la suppression des programmes des associations impliquant la socialisation, les enfants et les jeunes issu-e-s des familles en situation de rue en ont souffert lourdement.

Le et la TSR dans la tourmente de la pandémie

Mais comment les associations sont-elles parvenues à dépasser l'incertitude en termes de moyens, pour mieux venir en aide à leurs publics ? Comment les TSR sont-ils-elles parvenu-e-s à concilier distanciation physique et travail de proximité ? Quelles missions ? Quels moyens ? Quelles pratiques nouvelles ?

Et avec quels résultats, et pour quelle finalité ?

Pour mieux comprendre l'action des TSR et de leurs associations durant cette période, nous sommes partis à la rencontre des acteurs et actrices de terrain. Ces derniers et dernières, rencontré-e-s en tête-à-tête ou par Zoom interposé, ont brossé au fil des rencontres l'image d'une société démunie, aux abois, l'image d'une population livrée à elle-même. Mais des lueurs d'espoir surgissent, souvent issus de la mobilisation exemplaire de quelques-uns.unes.

Dans ce contexte, l'intervention sociale de rue a été plus que jamais nécessaire, sinon indispensable.

PRATIQUES DE TERRAIN

La crise sanitaire pandémique est un agrandisseur des dysfonctionnements des écosystèmes, mais aussi un révélateur d'opportunités, entre autres, pour apporter de la créativité et de l'innovation dans les pratiques professionnelles des TSR.

En Belgique



Ans, 1 TSR de La Boussole AMO en activité avec des jeunes

Dynamo AMO

Djibril : «Ma pratique de terrain a beaucoup changé, On ne sait plus faire beaucoup de choses avec les grands ados. Les camps on en fait plus depuis carnaval 2020. On ne peut plus jouer ou s'approcher trop du public. Tous nos événements sont annulés, le travail avec les partenaires trop compliqué. On s'est organisé pour être maximum 2 au bureau en gardant la distanciation sociale pour mieux faire nos suivis et être au boulot, et les après tous mes collègues sont là et on fait notre travail de rue en binôme. On garde nos masques, armé de gel et éviter les contacts. Les réunions d'équipe on les fait en visioconférence. Les sorties vélos, les ballades avec un petit groupe, appelé souvent son public pour garder le contact et prendre des nouvelles, me semblent de bonnes pratiques.»

Justine : «Ma pratique de terrain a changé parfois énormément, parfois moins, en fonction des mesures gouvernementales. Même si on est plus distant dans nos contacts avec les jeunes, je trouve ça chouette de garder une manière de se dire bonjour qui implique un contact physique : le check du pied ou du coude. Une autre bonne pratique est d'aller sonner chez les familles pour prendre de leurs nouvelles et leur rappeler qu'on est là si elles sont en demande (tout en restant dehors et en maintenant les distances).»

César : «On a dû s'adapter. On est plus en contact avec les jeunes via notre smartphone qu'avant. On avait l'habitude de passer dans les familles pour donner des informations ou autres. Aujourd'hui on fait ça par Whatsapp la majorité du temps. Avant on sortait en rue avec un caddy (charriot), avec plein de jeux pour jouer avec les jeunes. Aujourd'hui on sélectionne les jeux. On prend les jeux individuels et toujours du gel hydroalcoolique. A Bruxelles, on doit porter le masque tout le temps. Ce n'est pas évident pour les jeunes de nous reconnaître et inversement lorsque cela fait longtemps que l'on ne s'est pas vu. On s'adapte pour les sorties, on privilégie toujours l'extérieur. Il faut innover. Avec les ados, on fait cela en plus petit groupe, bien que ce ne soit pas recommandé. On continue nos tournées de quartier normalement, mais on a plus de mal à rentrer dans des espaces fermés, comme chez les partenaires, ou dans les familles.

Lors de la première vague, vers avril, lorsque nous avons décidé de ressortir, nous avons commencé par des tournées de quartier à vélo. Premièrement pour montrer notre présence dans le quartier. Deuxièmement, cela permettait de garder une certaine distance avec les jeunes que l'on croisait. Et troisièmement, pour montrer qu'on était toujours en mouvement si la police passait. Car nous n'avions pas le droit de rester statique dans l'espace public.»

AMO La Boussole

Florine : «Ma pratique a changé dans le rapport au contact avec les familles, je dois faire tout à l'extérieur mais ça m'a aidé à rentrer en contact encore plus fort avec le public... Ce qui est le plus dur c'est le contact social... les jeunes sont tristes de ne pas pouvoir se prendre dans les bras, de se faire la bise, etc.

Nous sommes chanceux et chanceuses de pouvoir travailler en extérieur et donc de pouvoir éviter la propagation du virus. Être à l'extérieur est beaucoup plus sécurisant que d'être dans un cadre fermé... faire le tour des familles avec des fardes d'animation permet de garder un lien avec nos familles... rester au bas de la porte avec le masque n'est pas du tout un danger, créer du sport en extérieur avec des petits groupes de 4 jeunes permet de maintenir le lien et de donner la possibilité aux jeunes de se défouler, de se libérer... Garder un contact avec les enfants en créant des kit d'animation pour que les enfants puissent jouer à l'extérieur et garder un lien et leur permettre de se distraire, de sortir de la maison... Travailler seule peut être très intéressant pour la création du lien avec le public mais être en duo avec un-e collègue peut aussi amener un cadre sécurisant et confortant.»

AMO TCC Accueil

Olivier : «Nous avons été obligé d'interrompre notre action TSR afin de nous concentrer sur nos permanences. Nous avons également lancé le TCC 2.0 afin de nous rendre plus facilement disponible sur les différents réseaux sociaux.»

AMO Dinamo

Jessica : «Partons sur les basiques, ce que chacun-e a dû mettre en place pour s'adapter. Fini la bise, les serrages de mains qui permettent à tout un chacun et chacune de se sentir considéré-e comme une personne en tant que telle ! Le principe des fumeur-euse-s, je te roule une clope et je te l'offre, terminé lui aussi. Un port du masque éreintant et menant à une anonymisation ! Le fait de toujours être en possession de masques supplémentaires, en cas de besoin, d'alcool gel, ... Ici, en milieu rural, nous avons aussi beaucoup plus de mal à rencontrer les gens au hasard d'un zonage, qui restent beaucoup plus chez eux-elles et, les jeunes, si ils et elles se réunissent, le font à l'abri des regards indiscrets. Jusqu'à quel point peut-on tenter de rentrer en contact sans devenir intrusifs. Je peux dire que j'ai essayé de rester présente au maximum sur le terrain et sur les réseaux, que j'ai continué à aller à la rencontre des citoyens en prenant en compte le fait que certain-e-s pouvaient avoir des craintes, des peurs et des appréhensions et en n'oubliant pas de leur en reconnaître le droit.»

En Roumanie



Bucarest, une rue en temps de crise sanitaire

Sprijinirea integrării sociale/Aide à l'intégration sociale (ASIS)

L'association « Sprijinirea integrării sociale/Aide à l'intégration sociale » (ASIS) travaille avec les **SDF et les familles en situation de rue à Bucarest**. Pour Valerian Ion et son équipe, la crise du Covid a limité leurs activités pour les SDF, produisant une puissante frustration. Au début du confinement, il a gardé contact dans la rue avec les SDF pour continuer les démarches d'accompagnement individuel tout en respectant les mesures sanitaires. **Les travailleurs et travailleuses ont cependant dû faire des choix et sélectionner les priorités**, ne pouvant suivre que les cas les plus urgents.

ASIS croit indispensable de pouvoir garder le contact avec les bénéficiaires du travail de rue et de les informer des conséquences de la pandémie ainsi que de les accompagner vers les structures d'accueil et services publics. Selon ASIS, les autorités roumaines ont pris de bonnes mesures mais l'amplitude de ces mesures n'a pas été suffisante au vu des déficiences des systèmes social et de santé roumains.

Le travail social de rue n'est pas reconnu par les autorités roumaines et ASIS milite pour la reconnaissance du travail social de rue comme service social essentiel.

La fondation Parada

La fondation Parada, qui travaille avec des **jeunes et des familles SDF de Bucarest**, mais aussi avec d'anciens enfants de rue devenus adultes, **a dû arrêter ses programmes qui impliquaient la socialisation**, tel son programme phare de cirque social (déroulé au profit des enfants en situation de rue), son programme de foot social (soutenu par le club Inter de Milan, et déroulé en collaboration avec les centres publics d'accueil d'urgence pour les enfants de rue de Bucarest), ainsi que son programme d'aide aux devoirs déroulé au sein du Centre de Jour. La fondation maintient en revanche ses missions essentielles (d'aide à la survie), déroulées au sein du Centre de Jour (accès aux douches, aux machines à laver, charger les téléphones, etc.), et augmente ses missions dans la rue.

Les TSR maintiennent le lien, font de l'accompagnement social, médical ou psychologique, fournissent des attestations de déplacement, des masques et des produits d'hygiène, des paquets alimentaires, des couches et du lait de croissance pour les enfants en bas âge, provenant des familles en situation de rue.

Les TSR font aussi de l'accompagnement, pour des clients qui forment une demande, vers des centres publics d'accueil, collaborant pour ce faire avec les services sociaux publics de la mairie de Bucarest.

Depuis l'apparition des vaccins, **la fondation a milité pour que la population en situation de rue, fragile, mobile, et victime de comorbidités ignorées, soient immunisée en priorité**. Depuis le mois de février 2021, les TSR sont occupé-e-s à informer et à accompagner les clients désireux et désireuses de se faire vacciner dans les centres publics prévus à cet effet.

ARAS (Association roumaine de lutte contre le SIDA)

ARAS (Association roumaine de lutte contre le SIDA) s'occupe notamment des **usagers et usagères de drogues et des travailleurs et travailleuses sexuels**. Ils et elles ont arrêté de travailler la première semaine de confinement. **Les TSR ont eu peur du Covid**. Ils et elles ont repris le travail après une semaine, mais à mi-temps et en respectant autant que possible les mesures sanitaires. Beaucoup de leurs clients ne croient pas en l'existence de la maladie, ce qui n'a fait qu'exacerber la peur des travailleurs-euse-s d'attraper la maladie. Les médias, les décideur-euse-s politiques se sont concentré-e-s sur la Covid en oubliant les populations précarisées et vulnérables. Dès le mois de décembre, **l'intervention sociale de rue d'ARAS a été suspendue, faute de financement**, les TSR étant autant que possible affecté-e-s à d'autres projets de l'association qui bénéficient encore de financement. **L'équipe a reçu la première dose de vaccin** et attend la deuxième. **Le taux de vaccination de la population consommatrice de drogues sera très faible étant donné qu'ils-elles ne croient pas en l'existence du virus**. Selon ARAS, les services publics n'avaient pas pris la mesure du défi.

Carousel/Carrousel

Carousel/Carrousel est une association qui travaille avec les **populations vulnérables et les usagers et usagères de drogues**. Ils et elles **ont diminué leurs activités en rue en faveur des interventions déroulées sur les lieux de vie** même des personnes bénéficiaires de leurs services. Ils-elles **ont augmenté l'aide alimentaire, l'aide de première nécessité et ont fourni le matériel pour respecter les mesures sanitaires**. Carrousel fonctionne en temps normal avec des bénévoles. À cause de la crise, leurs moyens se sont considérablement amoindris. Les populations vulnérables ont souvent perdu leurs jobs parce qu'informels. Les enfants vulnérables ont abandonné l'école. Les permanences de jour ont été suspendues pendant un temps. Carrousel considère qu'il y a eu du bon et du mauvais dans les mesures prises par

les pouvoirs publics. Ainsi, le nombre de places d'accueil a augmenté dans les centres publics, et les SDF ont pu finalement intégrer les catégories des personnes à risque, et bénéficier de la sorte d'un accès prioritaire à la vaccination. À côté de cela, il y a eu des amendes abusives envers les SDF et, surtout, une précarisation rampante de leur situation globale.

Salvati Copiii - Save the children (SC)

Pour Salvati Copiii - Save the children, qui travaille avec des **enfants et des familles à faibles revenus, en situation précaire**, qui vivent parfois dans des squats, la crise a déterminé la **perte de l'habitat pour bon nombre de ces familles** confrontées à l'impossibilité de déboursier le loyer nécessaire. Les familles vulnérables ont été victimes d'expulsions et d'évacuations forcées, y compris pendant la période de confinement et en période d'hiver, en dépit de la loi, parce qu'elles ne bénéficiaient pas de la protection offerte par de véritables contrats de location conclus en bonne et due forme. **Salvati Copiii est intervenue sur ses fonds propres** en offrant un ticket social d'une valeur de 50-60 € par mois et par famille, pour aider les familles avec enfants à pouvoir nouer les deux bouts en fin de mois.

Le gros problème pour leurs clients a été la **rupture de leur accès aux services publics**, devenus indisponibles/injoignables en période de confinement, et même après. Les TSR ont essayé de renouer le contact et d'accompagner les bénéficiaires vers les services publics, mais cela a nécessité des efforts considérables de la part des TSR de l'association pour atteindre les mêmes résultats que leurs bénéficiaires obtenaient seuls auparavant.

Les enfants, pour leur part, se sont retrouvés en situation d'abandon scolaire. Ils-elles n'ont pas reçu des tablettes ou alors tardivement, ou les ont cassées et en ont été privées par la suite, ou ils-elles ne disposaient pas de connexion internet, donc les tablettes n'avaient servi à rien, ou ils-elles ne savaient pas s'en servir et leurs parents ne savaient pas les aider non plus, etc.

La socialisation, les jeux, la relation avec leurs pairs a cruellement manqué aux enfants confiné-e-s et dépourvu-e-s de l'accès à l'école. La TSR Gabi a assisté à des scènes où les enfants ont commencé à pleurer de joie lorsqu'ils-elles ont retrouvé leurs copains.

A la rentrée, la **présence de ces enfants aux cours physique** d'abord, en ligne ensuite, est **proche de 0**. Cela est encore plus vrai pour le Programme de la seconde chance.

Les bénéficiaires ont rencontré des problèmes dans l'accès au système médical public, rendu inaccessible par la crise sanitaire.

L'écart s'est encore creusé entre la société « normale » et les populations désavantagées, fragiles, les familles nombreuses, mal logées, les chômeur-euse-s de longue durée, etc.

Les TSR de SC ont décuplé leurs efforts pour faciliter l'accès aux services (sociaux, médicaux, scolaires) de leurs bénéficiaires, accès devenu beaucoup plus compliqué et laborieux, et pour aider matériellement les familles, tout en essayant de préserver leur sécurité personnelle.

Parmi **les bonnes pratiques**, mentionnons le changement de mission: s'orienter vers l'accompagnement de bénéficiaires dans des situations qu'ils-elles arrivaient auparavant à résoudre seul-e-s. Mais aussi l'utilisation des tickets sociaux.

Samu Social Roumanie

Le Samu Social Roumanie, qui s'occupe des **SDF à Bucarest**, a dû interrompre dans un premier temps l'intervention sociale de rue pour pouvoir mieux organiser la sécurité sanitaire des équipes. Le Samu a

repris assez rapidement ses activités par la suite, en mettant l'accent sur la **fourniture des équipements de première nécessité** (aliments, masques, sacs de couchage, médicaments, mais encore des couches et du lait de croissance), distribués dans les lieux de vie des adultes et des familles SDF avec enfants. Le Samu réalise toujours un **programme de prévention de la tuberculose**, visant la population des SDF et a dénombré deux cas Covid-19 au sein de cette population.

Une bonne communication est primordiale. En **Roumanie**, la communication a été prise en charge par la Mairie principale et les organisations ont pu échanger les informations entre elles. En **Belgique**, le délai de mesures claires pour l'Aide à la Jeunesse est long et les organisations restent dans le flou. Cela pourrait s'expliquer sans doute par la situation politique et le fait que le gouvernement belge était en affaires courantes.

Pratiques innovantes en Belgique et en Roumanie



Bucarest, échange de pratique entre Florine et César, TSR belges et Vali TSR Roumain.

- Il est important de rester ouvert, d'être **capable de s'adapter** au contexte et aux besoins du public.
- Le système des **tickets sociaux** est un bon système pendant la crise.
- Un des rôles essentiels des TSR pendant cette crise a été de **refaire le lien** entre les publics vulnérables et les services sociaux publiques.
- Le fait de **se rencontrer en extérieur** rend les rendez-vous moins formels et facilite la conversation et la confidentialité.
- À Bucarest, la création d'un **réseau de soutien** entre travailleur-euse-s de 30 associations et les autorités publiques a été bénéfique. Ils-elles ont pu mieux s'informer et se coordonner.
- Faire plus d'**activités collectives en extérieur** comme des balades à vélo, du sport en petit groupe, permet de relâcher la pression des jeunes autant que des TSR.
- Proposer des **activités en petit groupe** permet une approche différente, un contact différent avec les jeunes.
- Aller dans les écoles primaires avec des **jeux calmes qui apaisent** les tensions créées par la pandémie, permet de rester en contact avec les enfants et les jeunes qui ne sortent plus en rue à cause de la pandémie.
- La pandémie a eu deux effets principaux. Elle a créé de la paranoïa mais elle a aussi laissé le temps de la réflexion nécessaire pour construire un **plan d'action pour l'après Covid**.
- **Visibiliser nos actions pour être re-connu-e-s en tant qu'expert-e-s** dans notre domaine est primordial. La pandémie l'a rappelé. De

cette façon les autorités savent qu'elles peuvent faire appel à nos services.

- Au début, il y a eu une résistance des autorités publiques à **répondre aux besoins des personnes vulnérables**. Les acteurs de terrain ont fait changer la situation.
- Inversement, il y a eu une résistance de certaines populations à **appliquer les mesures sanitaires**. Les autorités ont donc fait **appel aux travailleur-euse-s sociaux.ales**. Cette collaboration a été fructueuse.
- La crise nous a permis de faire les premiers pas vers les jeunes et faire attention à **entretenir le contact de façon plus structurée** qu'en temps normal en appelant plus souvent les jeunes par téléphone et en prévoyant des activités à distance comme des jeux de piste par vidéo.
- Très difficile pour une partie du public de parler au téléphone. L'idée est donc de **se rendre disponible sur les réseaux sociaux des jeunes** tels que tiktok ou encore Snapchat.
- Les **jeunes déjà stigmatisé-e-s** en temps normal ont également été stigmatisé-e-s pendant la crise.
- Les jeunes ont également été empêché dans leurs boulots, ils-elles ont tout perdu. AMOS a mis en place un projet pour **aider les jeunes à entrer en action**, en rendant des services localement, en échange d'un défraiement. Ils-elles ont par exemple livré des colis ou rendu visite à des personnes âgées. De cette façon cela **les forme également à l'éco-citoyenneté**.
- L'éducation, y compris l'éducation informelle, est la clé. **Investir dans l'éducation** résoudrait beaucoup de soucis auxquels nous sommes confronté-e-s maintenant.

Les TSR ont su relever de nombreux défis pour faire face aux situations de terrain auxquelles ils et elles étaient confronté-e-s renouvelant ainsi leurs pratiques grâce à un état d'esprit créatif et une posture empathique envers leurs publics bénéficiaires.

CONSTATS DES TSR BELGES ET ROUMAINS



Bucarest, bénéficiaires des actions de la Fondation Parada

Constats des TSR par rapport aux mesures prises par les pouvoirs publics, belges et roumains, pour contrer la pandémie du Covid-19 :

- La plupart des **mesures** se sont avérées, de manière générale, inadéquates à l'action des TSR et **inadaptées** à leurs publics.
- La **communication des différentes mesures** et la manière dont ces mesures sont renouvelées régulièrement s'est révélée **défail-**

lante et peu au fait des canaux de communication utilisées par les jeunes, qui se sont vu·e·s devenir la cible de la répression plutôt que celle des services et de l'information adaptée.

- Les **mesures anti-Covid** ont eu le don d'**aggraver la solitude et la précarité**, en poussant nombre de services indispensables au bien-être, et parfois à la survie des populations précarisées, à fermer leurs portes et à réduire leurs interventions, en aggravant de la sorte la situation des plus vulnérables.
- Les **mesures prises** ont été **fondées sur une vision traditionnelle de la société**, soit sur le modèle de la famille « traditionnelle », composée d'une mère, d'un père et de deux, trois enfants, logés dans un appartement décent et capables de se prendre en charge, en autonomie. Rien ou presque n'a été entrepris pour les plus fragiles, pour les non autonomes, pour les cas particuliers.
- Les **contrôles de police**, parfois musclés, se **sont souvent avérés abusifs et discriminatoires** envers certaines catégories de population, ou perçus comme tels par les intéressés. Les amendes, notamment en Roumanie, ont touché de plein fouet la population des jeunes en situation de rue. Cet acharnement ne fait que renforcer l'exclusion et le sentiment de se retrouver sur la sellette.

RECOMMANDATIONS DES TSR BELGES ET ROUMAINS

- La principale recommandation des TSR est de **laisser revivre les jeunes**, leur permettre d'aller à l'école, faire du sport, aller au cinéma, bref qu'ils puissent reprendre le cours d'une vie sociale normale.
- Montrer, aussi, dans les paroles et les actes, un **plus d'égards et de considération à l'endroit des populations vulnérables**, des laissés-e-s-pour-compte, des exclu·e-s de tous âges.
- Une **bonne communication entre les décideurs politiques et la population**, notamment exclue, s'avère primordiale. En Roumanie, à Bucarest du moins, la communication a été prise en charge par la Mairie principale, les organisations ont pu échanger les informations. En Belgique, les pouvoirs limités du gouvernement en affaires courantes, a rendu difficile la prise de décisions.
- L'éducation, y compris l'éducation informelle, demeure un outil privilégié. **Investir dans l'éducation** résoudrait beaucoup de soucis auxquels nous sommes confronté·e·s maintenant.
- Il est important comme TSR de **rester disponible**, d'être **capable de s'adapter au contexte** et aux besoins du public, d'être là lorsque le public en a le plus besoin.
- **Investir dans le social** pour recréer et garantir le lien par la proximité et l'empathie. Mais aussi en aidant de façon directe les populations affectées. Le système des tickets sociaux, utilisé sur une petite échelle par l'association Salvati Copiii en Roumanie, peut s'avérer utile et payante sur le long terme.
- Un des rôles essentiels des TSR pendant cette crise a été de **faire le lien entre les publics vulnérables et les services sociaux publics**.
- Les **rencontres en extérieur**, utilisées à grande échelle durant ces mois de pandémie, ont montré leur utilité en facilitant la proximité, la conversation et la confiance, en laissant tomber les barrières qui peuvent s'instaurer entre les TSR et le public lors des rencontres dans les « bureaux ». Ainsi, mettre sur pied des activités collectives de loisirs en extérieur, comme des balades à vélo, du sport en petit groupe, permet de relâcher la pression des jeunes autant que des TSR. « Récupérer » et conserver la rue est un must.
- À Bucarest, la création d'un **réseau de soutien et d'information** entre travailleurs de près de 30 associations et les autorités publiques locales a été bénéfique. Ils-elles ont pu mieux s'informer et se coordonner, grâce notamment au groupe whatsapp mis sur pied à l'occasion.
- Aller dans les écoles primaires, en proposant des **jeux calmes**,

qui apaisent les tensions créées par la pandémie, cela permet de rester en contact avec les enfants et les jeunes, et de compenser quelque peu le confinement qu'ils-elles subissent et l'absence dans l'espace public en temps de pandémie.

- L'impact du travail social de rue sur les publics vulnérables a été visible et conséquent tout au long de cette pandémie. La **reconnaissance effective du rôle des TSR par les autorités publiques** constitue une priorité et une urgence.
- Les **TSR** ont également un rôle important pour **porter la voix de leurs publics auprès des décideurs politiques**. Ils-elles représentent une interface à double sens, entre le pouvoir politique et le public atteint. Les TSR arrivent à sensibiliser les politiques eu égard aux problématiques des populations vulnérables, des jeunes, des exclu·e·s et des sans voix. Par exemple, les associations roumaines ont réussi à introduire la catégorie des SDF dans la liste des catégories vulnérables, avec les malades chroniques et les 65+. Mais aussi à vaincre les réticences et la méfiance de ces dernière·s à l'égard des politiques publiques telles les mesures sanitaires, le respect des règles, etc... La fonction d'interface et de relai, la fonction de plaidoyer du TSR devrait être renforcée et pérennisée.
- **L'intégration du contact à distance**, par téléphone, messenger, et plus spécifiquement sur les nouveaux réseaux sociaux utilisés avec prédilection par les jeunes tel que tiktok ou Snapchat, est à intégrer dans la boîte à outil du TSR.
- La disparition de l'économie informelle, du travail au noir, des petits boulots, a démontré la précarité de la situation et la vulnérabilité devant une situation de crise pour bon nombre de jeunes et pour des familles. En Roumanie, celles-ci sont devenues rapidement dépendantes de l'aide externe pour subvenir à des besoins quotidiens. La **mise en place d'instruments et de stratégies d'aide matérielle** a pris du temps et a souvent été le fruit de l'improvisation. Il faudrait réfléchir et se préparer à l'avance pour mieux faire face à de telles situations. Les exemples de bonnes pratiques ne manquent pas, tels les tickets distribués à Bucarest par Salvati Copiii, la distribution des couches et du lait de croissance pour les familles avec bébés qui vivent dans des squats à Bucarest, ou encore le réseau d'entraide de citoyens bénévoles mis en place par AMOS et le CPAS local, un projet destiné à venir en aide aux jeunes, les encourager à entrer en action, en rendant des services localement, en échange d'un petit défraiement.

CONCLUSIONS

Au-delà des productions écrites ou virtuelles, au-delà de l'amélioration de la connaissance des uns sur les réalités des autres, au-delà de l'identification et du partage de certaines bonnes pratiques, au-delà même des résultats en termes d'amélioration de la connaissance sur le travail social de rue de la part des autorités et des décideurs publics, notamment roumains, le résultat du projet le plus tangible réside dans le sentiment de fraternité et de partage et soutien que ces acteurs et actrices de terrain ont pu ressentir durant les moments d'échanges et de convivialité que le projet avait aménagé pendant tout ce temps au sein des plateformes belge et roumaine, et entre les deux plateformes.

En effet, les TSR, durement éprouvé-e-s par ces longs mois de pandémie, parfois gagné-e-s par des sentiments de frustration et d'impuissance, ont pu se retrouver, partager, parler entre eux, faire part de leur ressenti et, surtout, parler d'espoir, de pratiques et d'avenir. C'était nécessaire.

L'intervention sociale de rue a dû adapter son offre à de nouveaux besoins et faire face à de nouveaux défis. Tout d'abord, face à l'absence de moyens, ensuite face à l'explosion d'appels à l'aide. En effet, ces demandes en termes d'aide directe, notamment humanitaire et matérielle et destinée à la survie des populations vulnérables, semblent avoir explosé. Dans le chef des TSR, le ressenti est de la frustration, de l'impuissance, parfois de l'appréhension face à la maladie, une certaine fatigue, sinon de la lassitude, un ras le bol face à l'absence de perspectives. Les TSR, en particulier en Roumanie, se sentent trop souvent abandonné-e-s, seul-e-s, incompris-ses, incapables de répondre de façon adéquate à la multiplication des besoins et des demandes.

Les TSR se font souvent l'écho d'une population déchu(e) et en risque de ne pas pouvoir assurer sa subsistance.

Cependant, ce constat plutôt sombre, devrait être nuancé. En effet, les TSR souvent ont trouvé les ressorts nécessaires pour faire face aux défis, au cas par cas. L'intervention sociale de rue a été ressentie par tous et toutes comme le dernier rempart et le dernier secours des publics fragiles et laissés pour compte par les autorités. Certain-e-s TSR ont pu mettre sur pied des mécanismes qui ont eu pour effet de décupler les effets de l'intervention, et ont aidé grandement les populations secourues à mieux faire face à la crise.

Les TSR se sont érigé-e-s en d'indispensables relais et des interfaces entre la population en situation de rue et les services publics et les autorités, débordées à leur tour. Mais les efforts fournis par les associations et les acteurs et actrices de terrain ne pourront se poursuivre indéfiniment en l'absence d'un appui conséquent des autorités publiques. Les TSR doivent pouvoir bénéficier d'une aide psychologique et de supervision. Les associations de terrain roumaines doivent pouvoir bénéficier de subventions publiques pérennes et dépourvues de conditionnalités excessives. L'accessibilité des services doit être améliorée pour les bénéficiaires et pour faciliter la tâche aux TSR qui les accompagnent.

L'action des travailleurs sociaux et travailleuses sociales de rue révéla l'importance de la reconnaissance du travail social de rue comme un métier essentiel face à l'impact de la crise Covid-19 sur la jeunesse et sur les populations en situation de grande vulnérabilité et ce, dans les deux pays.

VIDÉOS ET ARTICLES DE PRESSE

VISIOCONFÉRENCES

Échanges de pratique entre TSR belges et roumains - 5 février 2021
(en français & roumain) :

→ <https://youtu.be/jtSyP9SzJF4>

Dialogue franco-roumain : La solidarité en temps de pandémie - IFB
(en français)

→ <https://youtu.be/2iFCxj80E30>

ARTICLES

La revue Dor (en roumain)

→ dor.ro/oameni-fara-adapost-in-fata-coronavirusului

AFP (en anglais)

→ france24.com/en/20200327-coronavirus-crisis-hits-romania-s-invisible-homeless

RTBF (en français)

→ rtbf.be/info/monde/europe/detail_la-roumanie-vaccine-les-sans-abri-appartenant-a-la-categorie-prioritaire?id=10701995

Article et audio France TV (en français)

→ francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/micro-europeen-la-roumanie-et-le-covid-19-le-pays-le-plus-pauvre-et-l-ue-en-etat-de-guerre_3909637.html

Article et audio RFI Roumanie (en roumain)

→ rfi.ro/social-129776-fara-adapost-si-fara-actecum-va-ajunge-statul-sa-vaccineze-oamenii-strazii

Radio Europa Libera (en roumain)

→ romania.europalibera.org/a/oamenii-invizibili-ai-romaniei-vaccinul-risca-sa-nu-ajunga-niciodata-in-comunitatile-vulnerabile/31045357.html



paradaromania.ro
dynamointernational.org

